

Manifestons nombreux/ses le 1^{er} mai pour affirmer la solidarité internationale des travailleurs/ses soutenir, développer, unifier, les mouvements sociaux !

Les manifestations du 1^{er} mai marquent avant tout la solidarité internationale des travailleurs/ses. Une solidarité qui prend appui sur les luttes menées dans chacun des pays.

Solidaires avec les travailleurs/ses sans-papiers

Cela fait plus de 6 mois que des milliers de travailleurs/ses Sans-papiers sont en grève. Maintenu-e-s dans la précarité la plus totale par le patronat, ces travailleurs/ses sont exploité-e-s durant des années, et à tout moment sous la menace de la politique hyper-répressive du gouvernement. **Soutenons la lutte des sans-papiers, exigeons leur régularisation !**

Solidaires avec les salarié-e-s du privé

A Dunkerque, les salarié-e-s de la Raffinerie Total sont en grève depuis le 12 janvier. Par sa durée, la détermination des grévistes, leur unité, le soutien extérieur, cette grève est très symbolique.

Mais il y a bien d'autres luttes dans le secteur privé : industrie, chimie, nettoyage, commerces, services, transports, etc., partout, les travailleurs/ses se battent pour défendre leur emploi, revendiquer de meilleures conditions de travail, une augmentation de leurs salaires.

Les chômeurs/ses aussi luttent : les mesures ponctuelles et sous conditions pour les chômeurs/ses en fin de droit, sont bien insuffisantes, surtout comparées aux aides financières, sans contreparties, offertes aux banques, en plein cœur de la crise.

Les patrons empochent durant des années de l'argent public au titre des « aides à l'emploi », avant de licencier. Ils renforcent la précarité, la flexibilité, détériorent les conditions de travail « pour sauver l'entreprise » disent-ils, avant de fermer et licencier ! **Reprenons-leur ce qu'ils nous ont volé !**

Solidaires avec les salarié-e-s du public

La Poste transformée en Société Anonyme, la Fonction publique soumise à de très fortes restructurations et de nombreuses suppressions d'emplois, EDF/GDF livrée à Suez et aux actionnaires privées, la Santé publique privée de moyens, ... tous les services publics sont attaqués. **Celles et ceux qui résistent doivent avoir le soutien de tous.** Ainsi, les cheminot-e-s en grève durant 2 semaines se battaient notamment pour l'avenir du service public ferroviaire.

Appuyons les luttes, coordonnons-les nationalement, pour qu'il y ait, enfin, ce mouvement de grève et manifestations, interprofessionnel, national, qui est nécessaire pour que les patrons et le gouvernement reculent. L'Union syndicale Solidaires réaffirme qu'il y a urgence, non pas à décréter, mais bien à organiser ce mouvement. Il est de la responsabilité des organisations syndicales de le proposer et de l'organiser. Nous savons que des militant-e-s de diverses organisations pensent la même chose. Il est nécessaire que cette aspiration de nombreuses équipes de base s'exprime ouvertement, nationalement et unitairement.

Le 1^{er} mai 2010, il faut être nombreux et nombreuses dans la rue dans tout le pays. Montrons au gouvernement et au patronat que nous sommes beaucoup à refuser leurs mauvais coups, à avoir la volonté de préparer ce mouvement d'ensemble dont nous avons besoin, notamment pour empêcher la mise en œuvre de leurs projets sur les retraites !

Manifestations dans le Var

*Toulon (10h place de la Liberté), Brignoles (10h gare des cars), Draguignan (10h30 sous-préfecture)
Fréjus (10h30 square de Provence), Salernes (10h45 place Gabriel Péri)*

Au « problème » des retraites, il y a une solution : partageons les richesses !

Une nouvelle contre-réforme des retraites est au cœur de la politique gouvernementale actuelle. Sous prétexte de l'allongement de la durée de vie, le gouvernement, avec l'appui du patronat, s'apprête à faire baisser, à nouveau, le niveau de pensions des futur-e-s retraité-e-s. D'autres solutions existent pourtant, à condition de partager les richesses autrement.

Retraites : faisons entendre nos exigences !

Un appel a été lancé par de nombreux/ses économistes et responsables nationaux d'organisations syndicales, associatives et politiques. Il rappelle la nécessité de « penser autrement » la réforme des retraites, pour ne pas succomber aux arguments mis en place par le gouvernement et le patronat.

Prendre en compte l'augmentation du nombre de retraité-e-s dans les années à venir, nécessite de rééquilibrer le partage des richesses qui s'est détérioré depuis 20 ans. Seule une augmentation de la part patronale répond à cette exigence, notamment en diminuant les dividendes versés aux actionnaires. Une telle mesure prise dès maintenant se traduirait par une augmentation des cotisations patronales de 0,26 % par an, sur 40 ans. C'est facilement supportable !

Extraits de l'appel unitaire

www.exigences-citoyennes-retraites.net/

Le bilan des réformes menées depuis 1993 est déjà catastrophique car toutes les dispositions prises (calcul sur les 25 meilleures années, indexation sur les prix et non plus sur les salaires des actifs, allongement de la durée de cotisation sous peine de décote...) ont déjà fait baisser le niveau des pensions d'environ 20 %. Elles ont aggravé les inégalités déjà fortes entre les pensions des hommes et des femmes...

Malgré ce bilan désastreux, le gouvernement veut aller encore plus loin en supprimant l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans en le portant à 62, voire 65 ou 67 ans, comme le demande le Medef, et en remettant en cause le calcul sur les six derniers mois d'activité des retraites du secteur public. Jumelées avec un nouvel allongement de la durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein, ces mesures condamneraient à la pauvreté la plupart des futurs retraités, surtout les femmes et tous ceux et celles qui ont connu et connaîtront des périodes de chômage et de précarité importantes. Ce sont les salarié-e-s les plus jeunes qui subiraient les effets cumulés de ces orientations au moment de partir à la retraite...

Le gouvernement et le patronat persistent à vouloir durcir les conditions de départ en retraite alors même que les entreprises continuent de se débarrasser des salariés âgés avant qu'ils aient acquis la totalité de leurs droits. Exiger que les salariés travaillent et cotisent plus longtemps, alors que l'âge moyen de cessation d'activité est de 59 ans, ne vise qu'à baisser le niveau des pensions.

Une alternative à cette régression sociale existe pourtant. A moins de décréter la paupérisation des retraité-e-s, il est normal de couvrir les besoins sociaux liés à l'augmentation de leur part dans la population par un accroissement des prélèvements sur la richesse produite. Les déficits des caisses de retraite sont essentiellement dus au refus obstiné de le faire...

Il est donc juste d'augmenter la part des salaires et des pensions dans la richesse produite en s'attaquant aux profits. Le financement des retraites est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers. C'est ce partage qui constitue le tabou à faire sauter, et non l'âge de départ. Il s'agit là d'un choix politique de justice et de solidarité...

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. Nous ne pouvons accepter la paupérisation programmée des futurs retraité-e-s, l'idéologie absurde du "travailler toujours plus" et la destruction des solidarités sociales. Nous souhaitons contribuer à une vaste mobilisation citoyenne (réunions publiques, appels locaux...) pour stopper cet engrenage.

Une augmentation de la durée de cotisation et un report de l'âge de départ à la retraite ne peuvent donc en aucun cas se justifier.

La question des retraites renvoie à la place du travail dans la société. Il s'agit donc de savoir si une infime minorité va continuer à s'accaparer la richesse produite.

Pour l'Union syndicale Solidaires, il faut construire la mobilisation pour imposer une autre solution : Partage des richesses !

